



# Revue de presse



Dimanche 06 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le soutien aux start-up consacre les engagements du Président Tebboune](#)

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué samedi à Alger, à l'ouverture des travaux de la 2e édition de la Conférence nationale des start-up +Algeria Disrupt 2022+ que les réalisations accomplies sur le terrain pour soutenir et appuyer les start-up consacrent les engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la construction du nouveau modèle économique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Les efforts de l'Etat en matière de la promotion de l'économie de la connaissance salués](#)

Les participants à un panel sur les incubateurs privés, organisé samedi à Alger, ont salué les efforts consentis par l'Etat en matière de promotion de l'économie de connaissances, appelant, toutefois, à la levée des contraintes bureaucratiques entravant l'activité des incubateurs et des startups.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Fonds de financements des startups: 510 millions de DA mobilisés à ce jour**

**Le fonds de financement des start-up (Algerian Startup Fund) a accordé des financements aux porteurs de projets innovants pour un montant global de 510 millions de DA depuis sa mise en place début 2021, a indiqué samedi à Alger, le directeur des participations du fonds, Hachani Okba.**



### **Fonds national des start-up : Une cagnotte de 1,2 milliard de dinars**

Trois cents quatre-vingts dix porteurs de projets innovants ont bénéficié du soutien financier du Fonds national pour le financement des start-up, créé fin 2020, a révélé, samedi à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a mis en avant l'importance majeure qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au soutien des projets innovants et aux start-up, indiquant qu'«à ses débuts, le Fonds national pour le financement des start-up a investi dans le capital de plus de 70 start-up, et 390 porteurs de projets innovants ont bénéficié, à ce jour, du soutien financier aux start-up».



### **Eclairage : Un fonds pour soutenir l'entrepreneuriat**

Le Fonds national de soutien aux startups, créé en 2020, en pleine pandémie, constitue une décision salubre qui vient confirmer l'orientation du Gouvernement à assister ces jeunes entreprises porteuses de projets à valeur ajoutée. C'est aussi une nouvelle étape d'une série de mesures ayant pour but de soutenir l'entrepreneuriat en Algérie. Après la création d'un ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des startups et la mise en place d'un cadre juridique définissant le statut d'une start-up et les avantages accordés à ce type d'entreprises, la création de ce fonds s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'Etat d'accompagner l'émergence de champions nationaux de l'économie.

## **Crédits bancaires Vers le relèvement du seuil des prêts pour l'industrie manufacturière**

Les porteurs d'idées et de projets d'investissement dans les industries manufacturières, notamment l'alimentation, le textile, les boissons, le fer, les céréales, le cuir, les plastiques, les détergents et cosmétiques, figureront prochainement au premier rang des priorités dans les nouvelles opérations de financement par les banques. Selon des sources du secteur bancaire, qui se sont confiées au média " Echourouk TV ", il est prévu que le financement des opérateurs économiques de ces secteurs susmentionnés, atteigne 90 %, dans la prochaine étape, alors qu'il se situe actuellement entre 20 et 60 %. Un taux qui est proche des seuils des financements à l'époque de l'aisance financière (c'est-à-dire avant la chute des prix de pétrole entamée en 2014) où ils atteignaient jusqu'à 80 % pour certains projets.



### **LES RÉSERVES SONT ESTIMÉES À 51 TONNES**

#### **L'Algérie a produit près de 7 tonnes d'or en 20 ans.**

Les mines relevant de l'Enor comptent une réserve géologique de l'ordre de 51 tonnes d'or exploitables, d'après le ministre, qui précise, cependant, que ce gisement nécessite "un investissement important et des techniques d'exploitation spéciales".



### **MARCHÉ PÉTROLIER**

#### **Le baril de Brent a frôlé les 120 dollars**

Les cours du pétrole montaient, hier, sans trop s'approcher, toutefois, de leurs sommets de la veille, les inquiétudes sur la perte de l'offre russe étant contrebalancées par l'espoir d'un accord à venir sur le nucléaire iranien. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait 1,58% à 112,21 dollars.

## L'INSPECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE L'ÉTAT INSTALLÉE.

### Une instance de contrôle aux larges attributions.

Ces missions vont au-delà de celles attribuées à la Cour des comptes qui, globalement, ne concernent que les aspects financiers. L'«Inspection générale des services de l'Etat et des collectivités locales» a été installée jeudi 3 mars par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a installé ce jour l'Inspection générale de la présidence de la République, dont les prérogatives s'étendent à tous les secteurs, à l'exception de la Défense nationale et les activités juridictionnelles», a indiqué un communiqué de la Présidence.



### Commentaire

#### LE TEMPS DU CONTRÔLE ET DE LA TRANSPARENCE

« Je n'abandonnerai pas mes engagements, car je suis leur mise en œuvre étape par étape », a martelé le président de la République Abdelmadjid Tebboune. Cette détermination sans faille est vouée à la refonte institutionnelle et à la relance économique en locomotive du changement démocratique et de l'émergence d'une économie forte et concurrentielle. Après la révision constitutionnelle et l'instauration des institutions nationales et locales, démocratiquement élues, l'installation de l'Inspection générale, placée auprès de la présidence de la République, concrétise les promesses de changement de jour en jour perceptible dans la vie politique.

Cette année, a affirmé le président de la République, sera dédiée à la révision structurelle du dispositif d'accompagnement des réformes politiques. La nouvelle Algérie se dote d'un instrument de suivi de la gestion et du fonctionnement des services de l'Etat et des collectivités locales au service des citoyens. La création de l'Inspection générale, dotée de larges prérogatives de contrôle de tous les secteurs, «à l'exception de la défense nationale et des activités juridictionnelles», marque une évolution remarquable. Une nouvelle gouvernance se met en place pour bannir à jamais l'impunité, l'opacité et la complaisance dont les conséquences désastreuses sont désormais connues de tous à travers le procès des responsables politiques et des hommes d'affaires coupables de spoliation de biens publics.



## **FAIBLE UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS**

### **L'inclusion financière, une solution mal exploitée**

L'utilisation de services financiers par les différents segments de la société, dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés à travers les canaux officiels, appelée communément "inclusion financière", accuse un retard flagrant en Algérie. Pourtant, l'inclusion financière soutient l'entrepreneuriat et l'investissement en mobilisant des ressources circulant en dehors du secteur bancaire pour augmenter les taux d'investissement et créer des opportunités d'emploi dans l'intérêt public.

Ce mécanisme œuvre aussi à la protection des droits des consommateurs de services financiers, notamment les comptes courants et d'épargne, les services de paiement et de transfert, de financement et de crédit... en les soutenant afin qu'ils puissent assurer correctement la bonne gestion de leurs fonds et leur épargne pour éviter qu'ils recourent à des canaux et outils informels. Il est admis par tous les spécialistes que l'inclusion financière stimule la croissance économique, réduit les inégalités de revenu et aide les ménages à sortir de la pauvreté. Or, l'examen de la situation en Algérie a fait ressortir un retard remarquable en la matière. C'est ce que révèlent, d'ailleurs, certains indicateurs.



## **ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS**

Les propositions des patrons La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a présenté, hier, un "Livre blanc" sur l'entreprise et le développement économique.

Ce document série les obstacles auxquels sont confrontés les opérateurs et propose des solutions à mettre en œuvre pour dynamiser la croissance. L'Algérie est à la croisée des chemins pour son développement. C'est, du moins, ce qu'a souligné la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) dans l'introduction d'un "Livre blanc" sur l'entreprise et le développement économique présenté, hier, à l'hôtel El-Aurassi. "Notre initiative de rédiger un Livre blanc sur l'entreprise et le développement économique procède d'une évaluation du contexte actuel et de la conjoncture qui entoure la vie des entreprises pour sortir au plus vite de la crise sanitaire et de se projeter dans un avenir de croissance dans une sérénité et un esprit de collaboration et de partage", explique le président de la CAPC, Sami Agli.



## L'ÉDITO

### Marge de manœuvre

La remontée soutenue des prix du pétrole ouvre de nouvelles perspectives à l'Algérie pour privilégier la mise en œuvre de grandes réformes structurelles, telles que la modernisation des systèmes financiers et fiscaux, l'amélioration du climat des affaires et la débureaucratiation de l'acte d'investir. Longtemps sacrifiée sur l'autel des besoins conjoncturels et des dépenses à l'importation, la mise en place de réformes économiques profondes devrait, désormais, constituer un enjeu prioritaire pour les pouvoirs publics. Toute proportion gardée — en raison de la nature imprévisible des marchés mondiaux —, la hausse actuelle des prix du pétrole semble bien partie pour durer, selon la plupart des prévisions.

Quand bien même l'impact bouleversant de la guerre en Ukraine viendrait à s'effiloche dans les semaines à venir, l'état de l'offre et de la consommation mondiale de brut devrait sans doute continuer à favoriser un cycle de prix pétroliers stable autour de 90 à 100 dollars.



## LA CAPC ÉLABORE UN LIVRE BLANC SUR L'ENTREPRISE

### Le BTPH et la promotion immobilière en crise

Le président de la Confédération algérienne du patronat et du citoyen (CAPC), Mohamed Agli, considère que l'année 2022 doit être «une année de renouveau économique», et affirme que «ce livre blanc est un document de débats sereins et sans polémique». La Confédération algérienne du patronat et du citoyen (CAPC) a organisé hier une rencontre à Alger pour présenter le «Livre blanc sur l'entreprise et le développement» qu'elle a conçu pour, dit-elle, œuvrer dans le sens d'«une nouvelle politique de l'entreprise et de l'investissement».

Le président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, a souligné que ce livre blanc, rendu public à cette occasion, «est destiné à faire partager nos idées, nos réflexions, nos préoccupations et notre vision de l'avenir de notre économie». Faisant la rétrospective de la situation économique du pays durant ces dernières années, il fait le constat communément admis que le pays est en proie à des difficultés financières à chaque retournement du marché pétrolier. Il reprend ainsi les chiffres officiels sur la conjoncture économique pour mieux décrire «la fragilité structurelle des finances publiques», l'«évolution de l'inflation», en somme les vulnérabilités de l'économie algérienne.

## FONDS DE FINANCEMENTS DES START-UP

### 510 millions de DA mobilisés à ce jour

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El Mahdi Walid, a annoncé de son côté de nouvelles mesures au profit des start-up et des incubateurs.

Le Fonds de financement des start-up (Algerian Start-up Fund) a accordé des financements aux porteurs de projets innovants pour un montant global de 510 millions de DA depuis sa mise en place début 2021, a indiqué, hier à Alger, le directeur des participations du fonds, Hachani Okba. Intervenant lors de la 2e édition de la Conférence nationale des start-up, organisée au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, M. Hachani a précisé que les projets innovants financés par le fonds concernent 18 secteurs d'activités, notamment les services, les technologies de l'information et de communication, la santé, les transports et le tourisme, a ajouté l'intervenant.

Présent dans 16 wilayas du pays, le Fonds est une société de capital investissement dédiée au financement des start-up et des projets innovants. Il se base sur un mécanisme de financement qui repose sur une prise de participation dans le capital des start-up pour une durée limitée, a souligné le même responsable, assurant que l'objectif de cette institution est de développer l'écosystème et d'inscrire les start-up dans une trajectoire de croissance pérenne ainsi qu'à aider ces entreprises à exporter leurs produits et services. **Le Fonds est doté d'un capital de 1,2 milliard de DA détenus par six banques (BADR, CNEP, BNA, BEA, BDL CPA).**

## ONS

### LE COMMERCE ET LA RÉPARATION AUTOMOBILE EN TÊTE DES ACTIVITÉS LES PLUS EXERCÉES

Le commerce, la réparation automobile et les transports sont les activités les plus pratiquées par les opérateurs économiques inscrits en tant que personnes physiques dotées par l'ONS d'un Numéro d'identification statistiques (NIS), a appris l'APS, hier, auprès de cet organisme. Le nombre d'opérateurs économiques physiques, indique la même source, s'est établi à 2 359 278 opérateurs à la fin 2019, composés de plus de 2 114 425 d'hommes, soit près de 88,41% du nombre global et de 244 853 femmes (11,59%).

Selon les dernières données statistiques de l'Office national des statistiques (ONS), le nombre de personnes physiques (entreprises) a connu une augmentation des indentifications de 181 409 entreprises durant 2019 et par rapport à 2018, en hausse de 8,33%. Quant au nombre des entreprises radiées du répertoire des agents économiques et sociaux, il s'élève à 54 246 entreprises, en baisse de 640, soit 1,17% par rapport à 2018.



## L'ALGÉRIE NOUVELLE, DÉCOLLAGE IMMINENT

Contre vents et marées, mais surtout contre coups bas et tentatives de blocages tout azimut, l'Algérie Nouvelle, telle que voulue par le peuple et prônée et promise par le président Abdelmadjid Tebboune lors de sa campagne électorale, se met en place. Poursuivant sa marche inexorable vers un avenir meilleur fait de justice sociale, de nationalisme, de récupération des richesses nationales spoliées par une poignée de traîtres, l'Algérie avait, début 2020, entamé sa mue salvatrice. Il y a eu de grandes difficultés alors pour relancer la machine, à l'instar de la pandémie de covid19 qui a chamboulé les plans de tous les pays, en même temps que ceux de l'Algérie. Le pétrole, qui était la seule ressource financière du pays, est tombé au plus bas de son histoire, atteignant en avril 2020, presque 15 dollars le baril, un prix qui n'avait pas été vu depuis plus de vingt années. Ceci du côté naturel des choses, de l'autre, la main de l'homme, beaucoup plus sournoise et destructrice, a tout fait pour arrêter la marche de l'Algérie vers son destin inéluctable, porté par ses fils honnêtes, aimant leur pays et leur peuple et sacrifiant tout pour son bonheur.



## دعم المؤسسات الناشئة تأكيداً لالتزامات رئيس الجمهورية

أكد الوزير الاول أيمن بن عبد الرحمان اليوم السبت بالجزائر العاصمة لدى إشرافه على افتتاح الطبعة الثانية للمؤتمر الوطني للمؤسسات الناشئة "الجيريا ديسروبت 2022", على أن الانجازات المحققة ميدانيا لدعم المؤسسات الناشئة تعد تأكيدا لالتزامات رئيس الجمهورية, عبد المجيد تبون, ببناء النموذج الاقتصادي الجديد.

الأسواق الدولية.

**E.PAIEMENT-TRANSACTION ÉLECTRONIQUE**

# Le nouveau code du commerce en voie de finalisation

*Le dernier obstacle qui freine le développement du commerce électronique en Algérie sautera bientôt. Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé hier samedi, la révision du code du commerce qui est en voie de finalisation. Selon lui, ce texte de loi est actuellement entre les mains des parlementaires pour l'étudier. Il estime, d'ailleurs, que la révision de ce cadre législatif le rendra plus flexible avec les start-up, notamment en termes de commerce électronique.*

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Convaincu de la relation étroite entre l'économie de la connaissance et la croissance économique, le Premier ministre met en avant le grand intérêt qu'accorde l'État au soutien de la transition vers des niveaux supérieurs de connaissance dans la société.

«J'ai pleinement conscience que la réussite de la transformation numérique, l'un des paris majeurs que nous devons gagner, dépend de ce que sera notre capacité à réduire le gouffre numérique, notamment à la lumière des mutations technologiques massives et rapides que connaît le monde dans ce domaine», assure-t-il Aïmene Benabderrahmane lors de l'ouverture de la Conférence nationale des start-up «Algeria Disrupt 2022» tenue hier samedi, au Centre international des Conférences (CIC), à Alger.

Il souligne ainsi sa conviction quant à la capacité des jeunes Algériens à relever le défi, notamment les universitaires dont le nombre dépasse 1,6 million d'étudiants, d'autant que «la plupart d'entre eux sont en contact direct avec la technologie et les moyens de communi-

cation modernes». Pour ce faire, le Premier ministre bat savaie que le gouvernement a alloué un espace important pour asseoir les bases d'une économie de la connaissance et du développement des start-up à travers un ensemble de mesures.

La toute première est de fixer le cadre réglementaire de l'innovation et de l'accompagnement, ainsi que les moyens de paiement électronique et revoir le cadre législatif du commerce électronique. «La révision du code du commerce est en voie de finalisation, ce qui le rendra plus flexible avec les start-up. Elle est actuellement en étude au Parlement», précise-t-il.

Évoquant la seconde mesure qui consiste à simplifier et à faciliter les procédures de création de start-up et autres activités d'investisseurs juniors, il fait remarquer que la mise en œuvre des textes réglementaires et d'application a engendré une augmentation «remarquable» du nombre de start-up et de projets innovants ayant reçu une labellisation et profité d'incubations locales. «En une année et demie, leur nombre a dépassé plus de 750 start-up», dit-il.

Un chiffre que les pouvoirs



financier aux start-up. D'ailleurs, le montant des investissements a dépassé 1,2 milliard de dinars», note-t-il.

De son côté, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie, de la Connaissance et des Start-up, Yacine El-Mehdi Oualid, estime que «Algeria Disrupt 2022» est un espace qui réunit l'administration pour «réaliser le saut économique souhaité».

Pour lui, la concrétisation des projets des start-up est un «acquis» qu'il faudrait protéger à travers le «renforcement» et le «soutien» du climat des affaires et de l'innovation. «Nous voulons que cette conférence nationale soit un rendez-vous annuel où nous présentons le bilan de l'activité de notre ministère ainsi que tous les efforts déployés pour soutenir les start-up. L'objectif de cette conférence est également de répondre à des questions importantes liées à l'économie nationale, notamment au nouveau modèle auquel nous aspirons», dit-il.

Ry. N.

publics ambitionnent de doubler, l'un pour le nombre d'incubateurs. «Actuellement, nous comptons 38 incubateurs labellisés et plusieurs autres en cours d'étude», précise-t-il encore. Troisièmement, le gouvernement mise sur la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et de la simplification des procédures d'action pour l'investissement et ce, «en accélérant le processus de numérisation intégrale des transactions administratives, en particulier celles qui ne sont pas directement liées à l'amélioration de la qualité des services publics fournis aux citoyens, en plus de renforcer les services d'authentification et de signature électroniques». Aïmene Benabderrahmane rappelle, par ailleurs, le lancement du Fonds national de financement des start-up, une mesure qui a découlé de la 1<sup>re</sup> édition de la

Conférence nationale des start-up, tenue en octobre 2020. «Cette décision s'est concrétisée sur le terrain puisque le Fonds national de financement des start-up s'attelle actuellement au financement des projets pour les start-up. Il a investi dans le capital de plus de 70 entreprises, tandis que 390 porteurs de projets innovants ont bénéficié d'un soutien

## **E** DITORIAL

Les petites et moyennes entreprises, ainsi que les start-up constituent, avec la valorisation des capacités agricoles, l'industrie, le commerce, la connaissance et l'innovation, le tourisme et l'artisanat, ainsi que la transition énergétique, les nouveaux facteurs de croissance sur lesquels mise le président de la République pour asseoir les bases d'une économie résiliente. Cela ne découle pas d'un désir éphémère, mais d'une volonté de sortir dans les meilleurs délais de l'ornière du «tout pétrole», des diktats des cartels et de la volatilité des prix des hydrocarbures. L'intérêt que porte le Président à l'égard de la promotion des start-up se manifeste à travers les nombreuses mesures incitatives qu'il a mises en place pour favoriser leur implantation à grande échelle. Cet intérêt se vérifie également par la création de deux ministères délégués chargés des Micro-Entreprises et des Start-Up. En dépit d'une conjoncture financière et économique difficile, un Fonds national pour le financement des start-up a pu voir le jour. La décision a été concrétisée sur le terrain, avec un fonds doté d'un capital de 1,2 milliard de DA, détenu par six banques (BADR, CNEP,

## **NOUVEAUX FACTEURS DE CROISSANCE**

BNA, BEA, BDL et CPA). Ce qui a permis de financer 390 porteurs de projets innovants. Le cadre réglementaire de l'innovation et des moyens de paiement électronique est renforcé, ainsi que la révision du volet législatif du commerce électronique, le code du commerce, dont la révision est en cours de parachèvement. On relève aussi la simplification et la facilitation des procédures de création de start-up et d'autres activités au profit des investisseurs débutants. Des mesures sont mises en place pour l'émergence d'un climat des affaires suffisamment attractif pour les investisseurs, avec la simplification des procédures, l'accélération du processus de numérisation globale des formalités administratives, notamment celles en lien avec la promotion de la qualité des prestations publiques fournies, outre le renforcement des services de légalisation et de signature électronique. Par ailleurs, à l'intérieur du pays et au Sud, il y a lieu de sensibiliser et de

vulgariser les dispositifs en faveur des créateurs de start-up. Il est prévu des améliorations dans les conditions d'obtention du «label start-up» avec des facilités et des allègements en matière des documents exigés. Le Premier ministre a réitéré la détermination de l'État à faire de l'Algérie un modèle en matière de soutien des start-up, réaffirmant la disponibilité à mutualiser toutes les énergies pour assurer le développement économique. L'acte d'entreprendre nécessite un état des lieux pour déceler les insuffisances, les identifier et apporter de nouvelles orientations en vue d'orienter et d'accompagner les jeunes vers les filières porteuses de valeur ajoutée. L'Algérie recèle de suffisamment de compétences locales ou résidentes à l'étranger, d'atouts susceptibles de concourir au succès du programme présidentiel dédié à la promotion des start-up, à leur développement et à leur enracinement dans le tissu industriel national. Le capital humain est disponible et cette jeunesse diplômée et qualifiée, promue au rang de nouvelle classe d'entrepreneurs, est capable aujourd'hui de diversifier l'économie.

El Moudjahid

YACINE EL MAHDI WALID S'EN RÉJOUIT

## L'e-paiement a encouragé la naissance des start-up

**L**e ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, Yacine El Mahdi Walid a indiqué hier à Alger que la grande évolution du e-paiement en Algérie avait encouragé l'émergence des start-up. S'exprimant lors d'une conférence de presse en marge des

travaux de la 2e édition de la Conférence nationale des start-up "Algeria Disrupt 2022", le ministre délégué s'est dit "confiant" quant à l'orientation de l'Algérie vers les transactions commerciales électroniques à même d'aider à la transition vers l'économie numérique. La majorité des Algériens sont des jeunes en quête de tout ce qui

a lien avec les technologies", a-t-il estimé affirmant que la transition numérique était devenue "une nécessité" pour le pays. Dans ce sens, Walid a cité la forte hausse du e-paiement en 2021 par rapport à 2020 avec un taux de près de 500 %. Aussi, plus de 100.000 étudiants se sont acquittés des frais d'inscription universitaire cette

année via le e-paiement, a-t-il ajouté. Le nombre de cartes interbancaires en circulation a augmenté de 20% au terme de l'année 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 11,6 millions de cartes, a indiqué le Groupement d'intérêt économique (GIE) dans son dernier rapport annuel.

R. E.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger